

ÉTATS-UNIS ISOLATIONNISME OU RENOUVEAU GÉOSTRATÉGIQUE ?



GÉOÉCONOMIE : L'après-pétrole dans le Golfe
GÉOPOLITIQUE : Crise politique majeure à Taiwan
POINTS CHAUDS : Ukraine, Algérie, Centrafrique, Soudan, Thaïlande

DOM : 9,95 € - CANADA : 12,95 \$ - CAN : ÉTATS UNIS : 12,95 \$ - BELG/QUE/LUXE/MBOURGITALIE/ESPAGNE/PORTUGAL/ALLEMAGNE/AUTR/CHIE/POLOGNE/GRÈCE : 9,95 € - SUISSE : 14 CHF - LIBAN : 19 900 LBP - MAROC : 50,00 MAD - HONG KONG : 12,95 € - NOUVELLE-CALÉDONIE/POLYNÉSIE FRANÇAISE : 17,00 CHF - CAMEROUN/CÔTE D'IVOIRE/ GUINÉE/SÉNÉGAL : 6 000 CFA - JAPON : 2 400,00 JPY

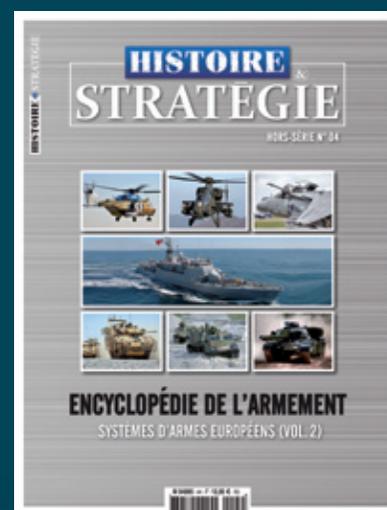
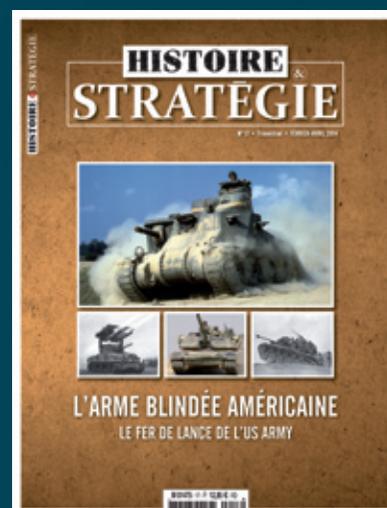


DIPLOMATIE-PRESSE.COM

RETROUVEZ TOUS NOS MAGAZINES EN KIOSQUE



« UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE »



Retrouvez nos publications en kiosque, librairie et sur Internet

WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM



6/POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE La Centrafrique à la croisée des chemins
- 13 - ANALYSE Soudan et Soudan du Sud : quels enjeux ?
- 20 - ANALYSE La crise thaïlandaise, saison 2
- 26 - ANALYSE Algérie : à l'aube du changement
- 31 - ANALYSE La Crimée, une presqu'île stratégique disputée



36/DOSSIER

- 38 - ANALYSE Repli, pivot, leadership en retrait ?
La politique étrangère américaine sous Obama
- 45 - PORTFOLIO Le renouveau énergétique des États-Unis, enjeu interne et externe de la politique américaine
- 46 - ANALYSE La stratégie diplomatique américaine fait-elle des islamistes modérés des partenaires privilégiés ?
- 50 - ANALYSE Géopolitique de l'évangélisme américain : un géant fatigué ?
- 55 - FOCUS Les grandes lignes de politique intérieure américaine sous Obama
- 56 - ANALYSE Les États-Unis : une économie en mutation



60/GÉOPOLITIQUE

- 62 - ANALYSE Le gouvernement de Ma Ying-jeou à bout de souffle : les racines d'une crise politique majeure à Taïwan
- 67 - ANALYSE La Chine, opportunité ou menace pour Taïwan ?
- 72 - ANALYSE Taïwan a-t-elle cessé d'être « l'île rebelle » ?



78/GÉOÉCONOMIE

- 80 - ANALYSE Reconversion de la rente pétrolière et économie de la connaissance dans les pays du Golfe
- 85 - ANALYSE Progrès et limites de la diversification économique dans le Golfe



90/ALERTES DE SÉCURITÉ

- 90 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde



94/LECTURES



analyse

Par le professeur **Joseph Vincent Ntuda Ebodé**, chef du Centre de recherche d'études politiques et stratégiques (CREPS) et coordonnateur du Master en stratégie, défense, sécurité, gestion des conflits et des catastrophes à l'Université de Yaoundé II-Soa-Cameroun.



La Centrafrique à la croisée des chemins

Plus d'un demi-siècle après son indépendance, la République centrafricaine (RCA), pays de 622 984 kilomètres carrés et 4,5 millions d'habitants, est le théâtre incessant, ces vingt dernières années, d'affrontements entre armées gouvernementales et bandes rebelles en recomposition perpétuelle.

Depuis 2013, la situation est préoccupante et dramatique. Après une stabilisation éphémère, suite à l'intervention de la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC), il y a huit ans, le pays a replongé dans le chaos dès le changement anticonstitutionnel de gouvernement intervenu le 24 mars 2013. S'il faut reconnaître que ce pays est, depuis les indépendances, constamment en crise, la configuration actuelle paraît originale. En fait, la classe politique et la corporation des forces de

défense et de sécurité ont perdu le contrôle de la situation, au profit des bandes identitaires. Ce glissement vers une guerre de religion, dont on voit aussi les séquelles au Nigéria avec Boko Haram, dans les deux Soudans et au Mali, semble être la principale bombe à retardement qui guette le golfe de Guinée aujourd'hui. Étant donné la transfrontalité des religions et des ethnies de part et d'autre des frontières et leur forte capacité de mobilisation, la région semble, petit à petit, s'orienter vers une guerre de civilisation.

Photo ci-dessus : Le 28 mars 2014, un char de la force « Sangaris », comptant un total d'environ 2000 militaires français sur le territoire centrafricain, prend la direction de l'Est du pays dans le cadre d'un redéploiement des forces, afin de favoriser l'installation de la MISCA dans cette zone et d'y restaurer l'autorité de l'État. (© ECPAD)



En Centrafrique, pour ramener le calme et dans le prolongement des efforts de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), les leaders politiques ont convenu d'une transition d'une durée maximale de 18 mois, devant culminer avec la tenue d'élections présidentielles et législatives. Une charte constitutionnelle de transition a été adoptée le 5 juillet 2013 et promulguée le 18 juillet du même mois. Le 15 avril et le 16 août 2013, un Conseil national de transition (CNT) de 135 membres et un Conseil constitutionnel ont été mis en place.

“ Si l'on s'intéresse à l'ensemble des opérations menées dans l'optique de ramener la paix en Centrafrique, on ne peut que s'interroger sur leur peu d'efficacité. ”

Élu chef d'État de la transition le 13 avril 2013, Michel Djotodia a prêté serment le 18 août 2013 et Nicolas Tiangaye, nommé Premier ministre dans le cadre des accords de Libreville du 11 janvier 2013, est resté à son poste. Les composantes d'une feuille de route pour la transition, proposée par le IV^e sommet extraordinaire de la CEEAC tenu à Ndjamen le 18 avril 2013, ont été acceptées par le Gouvernement d'union nationale de transition, qui a, à son tour, élaboré une feuille de route plus détaillée, adoptée par le CNT le 7 novembre 2013.

Sur le plan sécuritaire cependant, les exactions perpétrées contre la population civile, tant par les ex-Seleka que par d'autres groupes armés, se sont poursuivies, tandis que sur le plan politique, de nombreux désaccords continuaient à opposer les deux têtes de l'exécutif, bloquant de fait toute impulsion nécessaire à la conduite de la transition.

En réalité, aucun progrès significatif n'a été enregistré dans la mise en œuvre de la feuille de route – notamment sur le plan du rétablissement de la sécurité et de l'ordre public. La situation humanitaire s'est considérablement dégradée, surtout à la suite des attaques meurtrières du 5 décembre 2013 à Bangui, lancées par des éléments appartenant au groupe dit des anti-balaka (anti-machettes), opposés au pouvoir de Michel Djotodia.

En réaction, le représentant spécial de l'Union africaine (UA) en RCA et chef de la Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous conduite africaine (MISCA), le général Jean-Marie Michel Mokoko et le président congolais Denis Sassou-Nguesso, médiateur de la CEEAC et président du Comité de suivi sur la RCA ont, en coordination avec les membres de la communauté internationale à Bangui, pris de nombreuses initiatives pour aider les Centrafricains à surmonter leurs divergences et mettre en œuvre la feuille de route de la transition.

Dans la même logique, une délégation conjointe UA-CEEAC comprenant les ministres des Affaires étrangères de la République du Congo et du Tchad, le ministre de la Défense de la République du Congo et le Commissaire de l'UA à la Paix et

à la Sécurité s'est rendue à Bangui, le 28 décembre 2013, pour insister sur la nécessité d'une forte cohésion et d'une réelle unité d'action entre tous les acteurs de la transition.

C'est dans ce contexte que s'est tenu, à Ndjamen, les 9 et 10 janvier 2014, sous la présidence du président Idriss Deby Itno, le VI^e sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, l'Union africaine étant représentée par une délégation dirigée par le Commissaire à la Paix et à la Sécurité. Dans leur communiqué final, les chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC ont déploré la passivité de l'ensemble de la classe politique centrafricaine et l'absence de cohésion, d'harmonie et d'unité entre les autorités de la transition, soulignant que cette situation n'avait pas permis à la communauté internationale d'apporter l'appui requis en vue de trouver une solution à la crise.

Ils ont par ailleurs pris acte de la démission du chef d'État, ainsi que de celle du Premier ministre de la transition, et invité l'ensemble des acteurs politiques et sociaux centrafricains à poursuivre leurs consultations afin d'élire dans les plus brefs délais un nouveau chef d'État de la transition et de former un gouvernement de transition conformément aux dispositions de la Charte constitutionnelle de transition.



Et, pendant que conformément au communiqué du VI^e sommet extraordinaire de Ndjamen, l'UA et la CEEAC, les principaux partenaires, examinaient encore les modalités de la tenue d'une Conférence nationale de réconciliation en Centrafrique, le 20 janvier 2014, Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, a été élue chef d'État de la transition, mettant ainsi fin à l'intérim assuré par le président du CNT, Alexandre-Ferdinand Nguendet suite à la démission de Michel Djotodia le 10 janvier 2014.

En principe, donc, la légitimité retrouvée aurait dû ramener la paix, consacrant ainsi l'élection comme la solution par excellence de sortie de crise en Afrique. Et pourtant, la dynamique empreinte d'espoir et d'optimisme qui a rejailli après l'élection a contrasté avec la situation sécuritaire réelle sur le terrain. En réalité, le week-end de sa prise de fonction a été qualifié de « nuits des longs couteaux » ou de « Saint-Barthélemy », en raison du nombre élevé de morts dans la capitale Bangui, et

Photo ci-dessous :

Le 27 mars 2013 à Bangui, un rebelle Seleka pose dans une cellule de prison de la capitale après la prise de contrôle de Bangui le 24 mars par les rebelles, suite à un assaut rapide sur la ville et le palais présidentiel, déclenchant le départ du président François Bozizé pour la République démocratique du Congo. La Seleka, dont les membres sont majoritairement musulmans, s'est formée en août 2012 et est constituée de partis politiques et de forces rebelles opposés au président François Bozizé.

(© AFP/Sia Kambou)



Points chauds

Photo ci-contre :

Catherine Samba-Panza, chef de l'État de transition de la République centrafricaine. Cette militante des droits des femmes et ancienne maire de Bangui (2013-2014) a été élue parmi huit candidats par le Conseil national de transition et a prêté serment le 23 janvier 2014. De nouvelles élections nationales sont envisagées en 2015. (© Jean-Guy Kidjimalé-Grant)



conflit. L'une des conséquences de ce commerce illicite d'armes, c'est la violation de la souveraineté des États par les incursions ou tentatives d'incursion incessantes des groupes rebelles dans les États voisins, notamment à Kete, à Kentzou, à Gbiti, ou Garoua Boulai et Touboro au Cameroun. D'après certaines sources, il ne se passe plus de semaine sans que des hommes armés en provenance de la RCA ne traversent la frontière pour attaquer les populations. Ces assaillants armés opèrent nuitamment et dépouillent les populations de leur argent, volent le bétail et tuent tous ceux qui leur résistent avant de rentrer en Centrafrique, tandis que d'autres continuent leur besogne du côté du Tchad.

les indicateurs de sécurité depuis lors, même s'ils connaissent une légère amélioration, restent au rouge. Cette dégradation continue de la situation représente une menace pour la stabilité de la sous-région ; et même si elle fédère de nombreux acteurs internationaux, leurs initiatives ne semblent pas toujours coordonnées.

Une menace à la stabilité sous-régionale

Le changement de régime à Bangui, intervenu le 24 mars 2013, a plongé la sous-région d'Afrique centrale dans une insécurité multiforme. En effet, avec l'entrée en clandestinité du mouvement d'obédience musulmane Seleka, dissous en septembre 2013, le conflit s'est transformé en une violente confrontation confessionnelle, suite à la naissance d'une coalition chrétienne dite « anti-balaka », en réaction aux exactions commises par la Seleka. Ce match retour dont on n'arrive plus à savoir quand il prendra fin est, d'après les anti-balakas, à l'origine d'un désastre humanitaire dans la sous-région, tout en nourrissant une insécurité transfrontalière.

Sur le plan humanitaire, le 16 février 2013, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'Organisation internationale des migrations (OIM) ont estimé à 183 706 le nombre de personnes ayant traversé les frontières des pays limitrophes de la RCA ; et quatre pays semblent particulièrement touchés : le Cameroun, la République démocratique du Congo (RDC), le Tchad et

le Congo. Au Cameroun, le HCR a dénombré, dans les trois principaux points d'entrée (Kenzou (Est), Garoua-Boulai (Est) et Ngaoui (Adamaoua)), plus de 140 000 réfugiés centrafricains, dont 76 000 à l'Est. Ce chiffre est largement sous-estimé, car les enregistrements sont encore en cours et de nombreux villages proches de la frontière accueillent toujours des réfugiés. En RDC, le HCR a dénombré 56 000 réfugiés, mais le chiffre réel devrait dépasser les 60 000. De plus, 3037 ressortissants centrafricains ont été enregistrés par la mairie de Zongo. Au Tchad, depuis le 1^{er}

Les initiatives de la communauté internationale

L'arrivée de la Seleka au pouvoir a fait basculer la Centrafrique du statut d'État délinquant à celui d'État quasi inexistant ; la rapine, l'extorsion et le crime s'étant généralisés. La démission de Michel Djotodia, le 10 janvier 2014, sous la pression des chefs d'État de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réunis à Ndjamena, a débouché sur différentes initiatives de la communauté internationale pour restaurer la paix.

“ La classe politique et la corporation des forces de défense et de sécurité ont perdu le contrôle de la situation, au profit des bandes identitaires. ”

décembre 2013, 6836 nouveaux réfugiés de RCA sont arrivés dans des sites du Sud et 849 autres à Ndjamena, portant le nombre total de réfugiés centrafricains au Tchad à plus de 87 000. Au Congo enfin, le pays accueillait 14 108 réfugiés au 16 février 2014.

Par ailleurs, sur le plan militaire, la circulation des armes légères et portatives de petit calibre, acquises directement auprès de la Chine, d'Israël, de la Roumanie, de la Russie ou indirectement du Tchad, du Soudan, de la RDC, du Congo, du Rwanda ou de fabrication artisanale, est à l'origine d'un hyperactivisme des coupeurs de route, membres de nombreuses factions en

En suivant un ordre chronologique, on peut citer la Mission de consolidation de la paix en Centrafrique (MICOPAX), menée par la CEEAC de 2008-2013, qui a officiellement remplacé le 12 juillet 2008 la Force multinationale en Centrafrique (FOMUC), créée le 2 octobre 2002 par la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC). La MICOPAX, qui s'inscrivait dans l'architecture de paix de la CEEAC, était dirigée par un représentant spécial du Gabon et bénéficiait du soutien financier de l'UE et de la logistique de la France. Son mandat visait à consolider le climat de paix et de stabilité, à aider au développement





Points chauds

logiques et cette absence de vision globale aboutit à de nombreux dysfonctionnements.

En effet, si l'on comprend bien la nécessité de la mutation de la FOMAC en MISCA, imposée par l'inaptitude de la CEEAC en termes de financement et

avec des élections si possible avant la fin de l'année 2014.

D'un autre côté, on ne peut manquer d'observer l'existence de plusieurs chaînes de commandement sur le théâtre des opérations : à côté de la chaîne française qui prend ses ordres

“ La dynamique empreinte d'espoir et d'optimisme qui a rejailli après l'élection a contrasté avec la situation sécuritaire réelle sur le terrain. ”

de logistique, on observe cependant que les nouveaux acteurs sur le terrain, supposés remplir le même mandat, ont eu une vision plutôt hétérogène de la mission. En somme, tandis que ceux ayant opté pour l'humanitaire (« Sangaris ») s'occupent aussi du désarmement, ceux censés se limiter aux actions militaires (MISCA) se chargent également de l'humanitaire (acheminement des ressortissants de la sous-région fuyant la Centrafrique). En outre, au même moment où il est demandé à l'opération « Sangaris » d'appuyer la MISCA, la résolution 2134 du Conseil de Sécurité de l'ONU souligne qu'elle doit assurer l'accélération de la période de transition,

de Paris, il y a une chaîne panafricaine supposée dépendre d'Addis-Abeba (siège de l'UA), elle-même décomposée en rivalités sous-régionales des États de l'Afrique centrale.

En somme, au problème de coordination du commandement entre la MISCA et l'opération « Sangaris », s'ajoutent les rivalités étatiques d'Afrique centrale, avec pour conséquence l'indiscipline dans les rangs de la MISCA (l'exemple des soldats tchadiens dont les exactions sur le terrain ont fait l'objet de plusieurs accusations en étant le plus visible, mais pas le seul) et des calculs géopolitiques et géostratégiques différents parmi les États intervenants.

Le climat politique en Centrafrique demeure préoccupant et crispé, en dépit des efforts fournis par les autorités de la transition et la communauté internationale, et la situation sécuritaire reste également fragile avec, entre autres, des exactions de certains groupes armés incontrôlés et la présence d'éléments armés étrangers.

Cette dégradation continue débouche sur de graves conséquences humanitaires, des violations massives des droits de l'Homme, et il existe un risque majeur de voir le conflit centrafricain affecter durablement l'ensemble de l'Afrique centrale.

Joseph Vincent Ntuda Ebodé

Du même auteur

- J. V. N. Ebodé, « L'insécurité transfrontalière dans la zone RCA-Tchad-Cameroun et l'initiative tripartite » et « La nouvelle posture géopolitique du Cameroun et la lutte contre la piraterie dans le golfe de Guinée » in *Terrorisme et piraterie : de nouveaux défis sécuritaires en Afrique centrale*, Yaoundé, Presses universitaires d'Afrique centrale, 2010.
- J. V. N. Ebodé, « Criminalité transfrontalière : forces et faiblesses de l'initiative tripartite Cameroun-Centrafrrique-Tchad », in FPAE-IRIC, *Atelier sur les armes légères et de petit calibre en Afrique centrale : bases et ressources d'une politique régionale*, 3, 4 et 5 février 2009.
- J. V. N. Ebodé, « Quel avenir pour la Centrafrique ? », *Diplomatie* n° 4, juillet-août 2003.
- J. V. N. Ebodé, « Les enjeux pétroliers du golfe de Guinée », *Diplomatie* n° 7, février-mars 2004.
- J. V. N. Ebodé, « Géopolitique des régions africaines : quel destin pour l'Afrique médiane latine ? », *Diplomatie magazine* n° 11, novembre-décembre 2004.
- J. V. N. Ebodé, « Le Tchad dans la tourmente », *Enjeux Méditerranée* n° 2, juillet 2006.
- J. V. N. Ebodé, « Terrorisme et contreterrorisme en Afrique », *Défense et sécurité internationale*, hors-série n° 1 « L'année du terrorisme 2006 », septembre 2006.
- J. V. N. Ebodé, « Le retour de la République démocratique du Congo et la redistribution des cartes en Afrique centrale », *Diplomatie* n° 30, janvier-février 2008.

Photo ci-dessous :

Le 13 mars 2014, un détachement gabonais engagé dans la Mission pour la sécurisation de la Centrafrique (MISCA) monte à bord d'un avion de transport C-130 Hercules de l'armée belge qui s'appête à décoller de la base militaire française au Gabon pour rejoindre Bangui en Centrafrique. La MISCA est une opération sous la houlette de l'Union africaine avec le soutien militaire de la France qui compte environ 6000 hommes. (© ECPAD)



UN AUTRE REGARD SUR LE MONDE...

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

Abonnez-vous, et économisez jusqu'à 35 % !



~~54€~~ **40€**
seulement pour toute une année de lecture, au lieu de 54 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

~~108€~~ **70€**
seulement pour deux ans de lecture, au lieu de 108 €
tarifs pour la France métropolitaine, voir conditions d'abonnement

Également disponibles :

Des CD-ROM millésimés pour revenir sur 11 ans de *Diplomatie*



Délai de livraison : sous quinzaine dès réception de votre règlement. Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

DIPLOMATIE



Nom.....
Prénom.....
Organisation/Profession.....
Adresse.....

Code postal.....
Ville.....
Pays.....
Téléphone.....
E-mail.....

Paiement :
 par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard)
N° de carte ____ / ____ / ____ / ____
Date d'expiration __ / __
Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ____
Signature (obligatoire):

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

- France métropolitaine **40 €**
- DOM/TOM Europe **55 €**
- Étranger **70 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

- France métropolitaine **70 €**
- DOM/TOM Europe **100 €**
- Étranger **130 €**

CD millésimés

(1 an de *Diplomatie* au format numérique) (port compris)

- France métropolitaine **40 €**
- DOM/TOM Europe **45 €**
- Étranger **50 €**

- CD 2003 (N° 1 à 6)
- CD 2004 (N° 7 à 11)
- CD 2005 (N° 12 à 17)
- CD 2006 (N° 18 à 23)
- CD 2007 (N° 24 à 29)
- CD 2008 (N° 30 à 35)
- CD 2009 (N° 36 à 41)
- CD 2010 (N° 42 à 47)
- CD 2011 (N° 48 à 53)
- CD 2012 (N° 54 à 59)
- CD 2013 (N° 60 à 65)

Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

WWW.GEOSTRATEGIQUE.COM



(Tarifs valables jusqu'au 31 juillet 2014)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à AREION Group - DIPLOMATIE - 91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France) - Tél. : +33 (0)1 75 43 52 71 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31 - commande@areion.fr

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Bulletin à découper/photocopier et à renvoyer à :
AREION Group - DIPLOMATIE
91, rue Saint-Honoré - 75001 Paris (France)
Tél. : +33 (0)1 75 43 52 71 - Fax : +33 (0)8 11 62 29 31
commande@areion.fr

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays Téléphone

E-mail

Paiement : par chèque uniquement pour la France (à l'ordre d'Areion)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte ____ / ____ / ____ / ____ Date d'expiration __ / __

Cryptogramme (3 derniers chiffres au dos de la CB) ____

Signature (obligatoire):

Abonnez-vous à la nouvelle collection

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **45 €**

DOM/TOM Europe **60 €** Étranger **75 €**

Abonnement 2 ans (12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **80 €**

DOM/TOM Europe **110 €** Étranger **140 €**

Achat au numéro

DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **11,95 €**

DOM/TOM Europe **13,95 €** Étranger **15,95 €**

N°01 : L'état des conflits 2011 (Février 2011)

N°02 : Géopolitique de l'information (Avril 2011)

CD N°03 : Géopolitique des États-Unis (Juin 2011)

N°04 : Géopolitique du Vatican (Août 2011)

N°05 : Géopolitique de la Russie (Octobre 2011)

N°06 : Atlas géostratégique 2012 (Décembre 2011)

N°07 : L'état des conflits 2012 (Février 2012)

N°08 : Géopolitique du Brésil (Avril 2012)

N°09 : Géopolitique de l'Asie du Sud-Est (Juin 2012)

N°10 : Géopolitique des mers et des océans (Août 2012)

N°11 : Géopolitique du Caucase (Octobre 2012)

N°12 : Atlas géostratégique 2013 (Décembre 2012)

N°13 : L'état des conflits 2013 (Février 2013)

N°14 : Géopolitique de l'Inde (Avril 2013)

N°15 : Géopolitique de l'eau (Juin 2013)

N°16 : Géopolitique des religions (Août 2013)

N°17 : Géopolitique du nucléaire (Octobre 2013)

N°18 : Atlas géostratégique 2014 (Décembre 2013)

N°19 : Géopolitique de l'Irak (Février 2014)

N°20 : Géopolitique de la Chine (Avril 2014)

CD millésimé

LES GRANDS DOSSIERS au format numérique (port compris)

Tarif promotionnel : France métropolitaine **50 €**

DOM/TOM Europe **55 €** Étranger **60 €**

CD 2011 (N° 1 à 6) CD 2012 (N° 7 à 12) CD 2013 (N° 13 à 18)

Abonnement couplé

DIPLOMATIE + DIPLOMATIE LES GRANDS DOSSIERS

Abonnement 1 an (6 + 6 numéros) (port compris)

France métropolitaine **75 €**

DOM/TOM Europe **105 €** Étranger **135 €**

Abonnement 2 ans (12 + 12 numéros) (port compris)

France métropolitaine **140 €**

DOM/TOM Europe **200 €** Étranger **260 €**

(Tarifs valables jusqu'au 31 juillet 2014)

Délai de livraison : sous quinze jours dès réception de votre règlement.

Pour des commandes en express, contactez le service commandes.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

DIPLOMATIE

AFFAIRES STRATÉGIQUES ET RELATIONS INTERNATIONALES

LES GRANDS DOSSIERS

Achetez les anciens numéros...



Grands Dossiers n° 01
L'ÉTAT DES CONFLITS 2011



Grands Dossiers n° 02
GÉOPOLITIQUE DE L'INFORMATION



Grands Dossiers n° 03
GÉOPOLITIQUE DES ÉTATS-UNIS



Grands Dossiers n° 04
GÉOPOLITIQUE DU VATICAN



Grands Dossiers n° 05
GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE



Grands Dossiers n° 06
ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE 2012



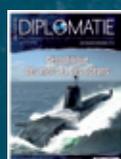
Grands Dossiers n° 07
L'ÉTAT DES CONFLITS 2012



Grands Dossiers n° 08
GÉOPOLITIQUE DU BRÉSIL



Grands Dossiers n° 09
GÉOPOLITIQUE DE L'ASIE DU SUD-EST



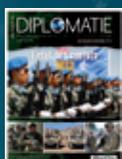
Grands Dossiers n° 10
GÉOPOLITIQUE DES MERS ET DES OcéANS



Grands Dossiers n° 11
GÉOPOLITIQUE DU CAUCASE



Grands Dossiers n° 12
ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE



Grands Dossiers n° 13
L'ÉTAT DES CONFLITS 2013



Grands Dossiers n° 14
GÉOPOLITIQUE DE L'INDE



Grands Dossiers n° 15
GÉOPOLITIQUE DE L'EAU



Grands Dossiers n° 16
GÉOPOLITIQUE DES RELIGIONS



Grands Dossiers n° 17
GÉOPOLITIQUE DU NUCLÉAIRE



Grands Dossiers n° 18
ATLAS GÉOSTRATÉGIQUE 2014



Grands Dossiers n° 19
GÉOPOLITIQUE DE L'IRAK



Grands Dossiers n° 20
GÉOPOLITIQUE DE LA CHINE



... et abonnez-vous au tarif préférentiel de 45€* au lieu de 66€**

Également disponibles : Des CD millésimés pour revenir sur toute une année de *Grands Dossiers*



* en France métropolitaine (voir conditions tarifaires sur le bulletin d'abonnement)